

T-1220-10
2010 FC 999

T-1220-10
2010 CF 999

The Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada and Edmond Richard (*Applicants*)

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et Edmond Richard (*demandeurs*)

v.

c.

The Attorney General of Canada (*Respondent*)

Le procureur général du Canada (*défendeur*)

INDEXED AS: FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCO-PHONES ET ACADIENNE DU CANADA v. CANADA (ATTORNEY GENERAL)

RÉPERTORIÉ : FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCO-PHONES ET ACADIENNE DU CANADA c. CANADA (PROCUREUR GÉNÉRAL)

Federal Court, Boivin J.—Ottawa, September 27 and 28; October 6, 2010.

Cour fédérale, juge Boivin—Ottawa, 27 et 28 septembre; 6 octobre 2010.

Official Languages — Judicial review of August 12, 2010 Order in Council reducing number of questions in 2011 census — Data previously collected through mandatory long-form census questionnaire to be collected through new voluntary National Household Survey — Applicants claiming August 12, 2010 Order in Council contravened Official Languages Act, since Order in Council deprived Government of Canada and linguistic minority communities of reliable statistical data — No provision of Act, Part VII or any other part of Act or Canadian Charter of Rights and Freedoms, requiring data to be collected by means of census — Only statutory basis in question Statistics Act concerning duty to take census — Way census taken and methodology left to government's discretion — Application dismissed.

Langues officielles — Contrôle judiciaire du décret du 12 août 2010 réduisant le nombre de questions du recensement de 2011 — Les données antérieurement recueillies par l'entremise du questionnaire long obligatoire du recensement seraient recueillies dans le cadre de la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages à participation volontaire — Les demandeurs estimaient que le décret du 12 août 2010 contrevenait à la Loi sur les langues officielles puisqu'il aurait pour effet de priver le gouvernement du Canada et les communautés linguistiques minoritaires de données statistiques fiables — Aucune disposition de la partie VII de la Loi, ni aucune autre partie de cette loi ou de la Charte canadienne des droits et libertés, ne requiert la collecte de données au moyen du recensement — Le seul fondement législatif en cause est celui de la Loi sur la statistique relatif à l'obligation de tenir un recensement — La façon dont le recensement s'opère et la méthodologie sont laissées à la discrétion du gouvernement — Demande rejetée.

This was an application for judicial review seeking to quash the Order in Council of August 12, 2010 (P.C. 2010-1077), which set at ten the number of questions that were to be part of the 2011 census. Of these ten questions, three were to deal with Canada's official languages. The data previously collected through the mandatory long-form census questionnaire would be collected through the new voluntary National Household Survey.

Il s'agissait d'une demande de contrôle judiciaire présentée en vue d'obtenir l'invalidation du décret du 12 août 2010 (décret C.P. 2010-1077) lequel établissait à dix le nombre de questions qui devaient faire partie du recensement de 2011. Parmi ces dix questions, trois devaient porter sur les langues officielles du Canada. Les données qui étaient antérieurement recueillies par l'entremise du questionnaire long obligatoire du recensement seraient recueillies dans le cadre de la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages qui est à participation volontaire.

The applicants were of the opinion that the August 12, 2010 Order in Council contravened Part VII of the *Official Languages Act*, since it would have the effect of depriving

Les demandeurs estimaient que le décret du 12 août 2010 contrevenait à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* puisqu'il aurait pour effet, compte tenu du caractère

the Government of Canada and the linguistic minority communities of reliable statistical data, given the now voluntary nature of the long-form questionnaire. The applicants considered that these data were essential for the federal government to be able to meet its commitments and for federal institutions to discharge their statutory duties with regard to official languages under section 41 of the *Official Languages Act*.

The main issue in this case was whether the Order in Council of August 12, 2010, made by the Governor in Council under the *Statistics Act*, constituted a violation of Part VII of the *Official Languages Act* and, more specifically, subsection 41(2) of that Act.

Held, the application should be dismissed.

There is no statutory basis for positive measures to be interpreted as including the duty to collect data through a mandatory long-form questionnaire. No provision of Part VII of the Act, or any other part of that Act—or, in fact, any part of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*—requires that data be collected by means of the census as the *sine qua non* of the rights it protects. The only statutory basis in question is that of the *Statistics Act* concerning the duty to take a census. The way in which the census is taken and the methodology are left to the government's discretion. Neither Part VII of the *Official Languages Act* nor section 41 of that Act imposes on the Governor in Council a specific methodology in this regard. In fact, nothing indicates that Parliament, in enacting subsection 41(2) of the Act, intended to limit the Governor in Council's power and discretion to exercise a delegated legislation function authorized by other federal statutes, namely, the *Statistics Act*. When Parliament wishes to proceed in such a way, it does so by way of regulations. In this case, no evidence of regulations defining a specific methodology in relation to the census was brought to the Court's attention. Therefore, the Governor in Council, by adopting the August 12, 2010, Order in Council under the *Statistics Act*, did not go beyond the boundary of the enabling statute and did not violate section 41 of the *Official Languages Act*.

désormais volontaire du questionnaire long, de priver le gouvernement du Canada et les communautés linguistiques minoritaires de données statistiques fiables. Les demandeurs jugeaient que ces données étaient essentielles à la capacité du gouvernement fédéral de rencontrer ses engagements et aussi de permettre aux institutions fédérales de s'acquitter de leurs obligations légales en matière de langues officielles au terme de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

Le principal point litigieux en l'espèce était celui de savoir si le décret du 12 août 2010, pris par le gouverneur en conseil en vertu de la *Loi sur la statistique*, constituait une violation de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* et plus particulièrement de son paragraphe 41(2).

Jugement : la demande doit être rejetée.

Il n'existe pas de fondement législatif sur la base duquel des mesures positives puissent être interprétées comme comportant le devoir de recueillir des données par la voie d'un questionnaire long à caractère obligatoire. Aucune disposition de la partie VII de la Loi, ni aucune autre partie de cette loi — ni d'ailleurs de la *Charte canadienne des droits et libertés* — ne requiert la collecte de données au moyen du recensement comme condition *sine qua non* de la base de l'octroi des droits qu'elle protège. Le seul fondement législatif en cause est celui de la *Loi sur la statistique* relatif à l'obligation de tenir un recensement. La façon dont le recensement s'opère et la méthodologie sont laissées à la discrétion du gouvernement. Ni la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* ni son article 41 n'imposent au gouverneur en conseil une méthodologie particulière en la matière. En effet, rien n'indique que le législateur en adoptant le paragraphe 41(2) de la Loi ait eu l'intention de restreindre le pouvoir et la discrétion du gouverneur en conseil de prendre des actes de législation déléguée autorisés par d'autres lois fédérales, nommément la *Loi sur la statistique*. Quand le législateur a voulu procéder de la sorte, il l'a fait dans le cadre de la mise en œuvre d'un règlement. En l'espèce, aucune preuve d'un règlement définissant une méthodologie particulière par rapport au recensement n'a été présentée. Donc, le gouverneur en conseil, en adoptant le décret du 12 août 2010 en vertu de la *Loi sur la statistique*, n'a pas excédé les limites de la loi habilitante et n'a pas violé l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

STATUTES AND REGULATIONS CITED

Canadian Charter of Rights and Freedoms, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act, 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44], ss. 16, 17, 18, 19, 20, 23.
Federal Courts Act, R.S.C., 1985, c. F-7, ss. 1 (as am. by S.C. 2002, c. 8, s. 14), 18 (as am. by S.C. 1990, c. 8, s. 4;

LOIS ET RÈGLEMENTS CITÉS

Charte canadienne des droits et libertés, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44], art. 16, 17, 18, 19, 20, 23.
Décret C.P. 2010-0792.
Décret C.P. 2010-1077.

2002, c. 8, s. 26), 18.1 (as enacted by S.C. 1990, c. 8, s. 5; 2002, c. 8, s. 27).

Federal Courts Rules, SOR/98-106, rr. 1 (as am. by SOR/2004-283, s. 2), 312, 369.

Official Languages Act, R.S.C., 1985 (4th Supp.), c. 31, ss. 41 (as am. by S.C. 2005, c. 41, s. 1; 2006 c. 9, s. 23), 42 (as am. by S.C. 1995, c. 11, s. 27), 43 (as am. *idem*, s. 28), 76 (as am. by S.C. 2002, c. 8, s. 183), 77 (as am. by S.C. 2005, c. 41, s. 2).

Official Languages (Communications with and Services to the Public) Regulations, SOR/92-48, ss. 2 “Act”, “Method I”, 3, 4.

Order in Council P.C. 2010-0792.

Order in Council P.C. 2010-1077.

Statistics Act, R.S.C., 1985, c. S-19, ss. 3, 7, 8, 19, 21, 22.

Loi sur la statistique, L.R.C. (1985), ch. S-19, art. 3, 7, 8, 19, 21, 22.

Loi sur les Cours fédérales, L.R.C. (1985), ch. F-7, art. 1 (mod. par L.C. 2002, ch. 8, art. 14), 18 (mod. par L.C. 1990, ch. 8, art. 4; 2002, ch. 8, art. 26), 18.1 (édicte par L.C. 1990, ch. 8, art. 5; 2002, ch. 8, art. 27).

Loi sur les langues officielles, L.R.C. (1985) (4^e suppl.), ch. 31, art. 41 (mod. par L.C. 2005, ch. 41, art. 1; 2006, ch. 9, art. 23), 42 (mod. par L.C. 1995, ch. 11, art. 27), 43 (mod., *idem*, art. 28), 76 (mod. par L.C. 2002, ch. 8, art. 183), 77 (mod. par L.C. 2005, ch. 41, art. 2).

Règlement sur les langues officielles — communications avec le public et prestation des services, DORS/92-48, art. 2 « Loi », « méthode I », 3, 4.

Règles des Cours fédérales, DORS/98-106, règles 1 (mod. par DORS/2004-283, art. 2), 312, 369.

CASES CITED

APPLIED:

Dunsmuir v. New Brunswick, 2008 SCC 9, [2008] 1 S.C.R. 190, 329 N.B.R. (2d) 1, 291 D.L.R. (4th) 577; *Atlantic Engraving Ltd. v. Rosenstein*, 2002 FCA 503, 23 C.P.R. (4th) 5, 299 N.R. 244.

CONSIDERED:

Canada (Wheat Board) v. Canada (Attorney General), 2009 FCA 214, [2010] 3 F.C.R. 374, 392 N.R. 149.

REFERRED TO:

Lavigne v. Canada (Office of the Commissioner of Official Languages), 2002 SCC 53, [2002] 2 S.C.R. 773, 214 D.L.R. (4th) 1, 289 N.R. 282; *Canada (Attorney General) v. Viola*, [1991] 1 F.C. 373, (1990), 123 N.R. 83 (C.A.); *R. v. Beaulac*, [1999] 1 S.C.R. 768, (1999), 173 D.L.R. (4th) 193, 134 C.C.C. (3d) 481; *DesRochers v. Canada (Industry)*, 2009 SCC 8, [2009] 1 S.C.R. 194, 302 D.L.R. (4th) 632, 384 N.R. 50.

AUTHORS CITED

Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick. *Strengthening Local Governance in New Brunswick*. Final report submitted to Infrastructure Canada, August 2008, online: <http://afmnb.org/images/rapport_final_gouvernance_locale.pdf>.

Johnson, Marc L. and Paule Doucet. *A Sharper View: Evaluating the Vitality of Official Language Minority Communities*. Ottawa: Office of the Commissioner of Official Languages, 2006, online: <http://www.ocolo-clc.gc.ca/docs/f/vitality_vitalite_f.pdf>.

Office of the Commissioner of Official Languages. “The

JURISPRUDENCE CITÉE

DÉCISIONS APPLIQUÉES :

Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick, 2008 CSC 9, [2008] 1 R.C.S. 190, 329 R.N.-B. (2^e) 1; *Atlantic Engraving Ltd. c. Rosenstein*, 2002 CAF 503.

DÉCISION EXAMINÉE :

Canada (Commission du blé) c. Canada (Procureur général), 2009 CAF 214, [2010] 3 R.C.F. 374.

DÉCISIONS CITÉES :

Lavigne c. Canada (Commissariat aux langues officielles), 2002 CSC 53, [2002] 2 R.C.S. 773; *Canada (Procureur général) c. Viola*, [1991] 1 C.F. 373 (C.A.); *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768; *DesRochers c. Canada (Industrie)*, 2009 CSC 8, [2009] 1 R.C.S. 194.

DOCTRINE CITÉE

Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick. *Scénarios de renforcement de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick*. Rapport final soumis à Infrastructure Canada, août 2008, en ligne : <http://afmnb.org/images/rapport_final_gouvernance_locale.pdf>.

Commissariat aux langues officielles. « La communauté francophone de Sudbury », étude produite dans le cadre du projet de recherche : *Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 1 : les francophones en milieu urbain*. Ottawa :

Sudbury Francophone Community”, study conducted as part of the research project: *Vitality Indicators for Official Language Minority Communities 1: Francophones in Urban Settings*. Ottawa: Office of the Commissioner of Official Languages, 2007, online: <http://www.ocol-clo.gc.ca/docs/f/Vitalite1_SudburyFR.pdf>.

Veall, Michael R. “2B or Not 2B? What Should Have Happened with the Canadian Long Form Census? What Should Happen Now?” (2010), 36 *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* 395, online: <<http://utpjournals.metapress.com/content/lx1865n367339703/fulltext.pdf>>.

APPLICATION for judicial review seeking to quash the Order in Council of August 12, 2010 (P.C. 2010-1077), which sets at ten the number of questions that will be part of the 2011 census. Application dismissed.

APPEARANCES

Rupert Baudais and *Peter T. Bergbusch* for the applicants.
René LeBlanc, Guy A. Blouin and *Bernard Letarte* for the respondent.

SOLICITORS OF RECORD

Balfour Moss, LLP, Regina, for the applicants.
Deputy Attorney General of Canada for the respondent.

The following is the English version of the reasons for judgment and judgment rendered by

[1] BOIVIN J.: This is an application for judicial review under sections 18 [as am. by S.C. 1990, c. 8, s. 4; 2002, c. 8, s. 26] and 18.1 [as enacted by S.C. 1990, c. 8, s. 5; 2002, c. 8, s. 27] of the *Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7 [s. 1 (as am. *idem*, s. 14)]. The applicants, the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada and Edmond Richard (FCFA), are seeking to quash the Order in Council of August 12, 2010 (P.C. 2010-1077), which sets at ten the number of questions that will be part of the 2011 census.

Commissariat aux langues officielles, 2007, en ligne : <http://www.ocol-clo.gc.ca/docs/f/Vitalite1_SudburyFR.pdf>.

Johnson, Marc L. et Paule Doucet. *Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Ottawa : Commissariat aux langues officielles, 2006, en ligne : <http://www.ocol-clo.gc.ca/docs/f/vitalite_vitalite_f.pdf>.

Veall, Michael R. « 2B or Not 2B? What Should Have Happened with the Canadian Long Form Census? What Should Happen Now? » (2010), 36 *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* 395, en ligne : <<http://utpjournals.metapress.com/content/lx1865n367339703/fulltext.pdf>>.

DEMANDE de contrôle judiciaire présentée en vue d’obtenir l’invalidation du décret du 12 août 2010 (décret C.P. 2010-1077) lequel établissait à dix le nombre de questions qui devaient faire partie du recensement de 2011. Demande rejetée.

ONT COMPARU

Rupert Baudais et *Peter T. Bergbusch* pour les demandeurs.
René LeBlanc, Guy A. Blouin et *Bernard Letarte* pour le défendeur.

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

Balfour Moss, s.r.l., Regina, pour les demandeurs.
Le sous-procureur général du Canada pour le défendeur.

Voici les motifs du jugement et le jugement rendu en français par

[1] LE JUGE BOIVIN : La Cour est saisie d’une demande de contrôle judiciaire en vertu des articles 18 [mod. par L.C. 1990, ch. 8, art. 4; 2002, ch. 8, art. 26] et 18.1 [édicte par L.C. 1990, ch. 8, art. 5; 2002, ch. 8, art. 27] de la *Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C. (1985), ch. F-7 [art. 1 (mod., *idem*, art. 14)]. Les demandeurs, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et Edmond Richard (ci-après la FCFA) demandent l’invalidation du décret du 12 août 2010 (décret C.P. 2010-1077) lequel établit à dix le nombre de questions qui feront partie du recensement de 2011.

[2] By reason of the August 12, 2010 Order in Council, the data that had previously been collected through the mandatory long-form census questionnaire will be collected as part of the new National Household Survey (NHS) on a voluntary basis. The NHS will be conducted during the weeks following the census of population of Canada in May 2011.

[3] The FCFA is of the opinion that the August 12, 2010 Order in Council infringes Part VII [ss. 41–45] of the *Official Languages Act*, R.S.C., 1985 (4th Supp.), c. 31 (the Act), since it will have the effect of depriving the Government of Canada and the linguistic minority communities (minority communities) of reliable statistical data, given the now voluntary nature of the long-form questionnaire. The FCFA considers that these data are essential for the federal government to be able to meet its commitments and also for federal institutions to discharge their statutory duties with regard to official languages under section 41 [as am. by S.C. 2005, c. 41, s. 1; 2006, c. 9, s. 23] of the Act.

[4] The following remedies are sought by the FCFA under subsections 18(3) and 18.1(3) of the *Federal Courts Act*:

(a) A declaration that the Government of Canada's decision in Order in Council P.C. 2010-1077 made on August 12 and published on August 21, 2010, in the *Canada Gazette*, Part I is invalid;

(b) A declaration that the elimination of the mandatory long-form questionnaire from the 2011 census violates the Government of Canada's duty under Part VII of the *Official Languages Act*, R.S.C., 1985 (4th Supp.), c. 31;

(c) A writ of *mandamus* directing the Government of Canada to administer, on a mandatory basis, the questions from the 2006 long form, or the equivalent contained in the 2010 National Household Survey, in the 2011 census.

[5] For his part, the Attorney General of Canada is contesting the FCFA's application. Specifically, the Attorney

[2] En conséquence du décret du 12 août 2010, les données qui étaient antérieurement recueillies par l'entremise du questionnaire long obligatoire du recensement seront recueillies dans le cadre de la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages (ENM) qui est à participation volontaire. L'ENM sera menée au cours des semaines suivant le recensement de la population du Canada en mai 2011.

[3] La FCFA estime que le décret du 12 août 2010 contrevient à la partie VII [art. 41 à 45] de la *Loi sur les langues officielles*, L.R.C. (1985) (4^e suppl.), ch. 31 (ci-après la Loi), puisqu'il aura pour effet, compte tenu du caractère désormais volontaire du questionnaire long, de priver le gouvernement du Canada et les communautés linguistiques minoritaires (communautés minoritaires) de données statistiques fiables. La FCFA juge que ces données sont essentielles à la capacité du gouvernement fédéral de rencontrer ses engagements et aussi de permettre aux institutions fédérales de s'acquitter de leurs obligations légales en matière de langues officielles au terme de l'article 41 [mod. par L.C. 2005, ch. 41, art. 1; 2006, ch. 9, art. 23] de la Loi.

[4] Les redressements suivants sont sollicités par la FCFA en vertu des paragraphes 18(3) et 18.1(3) de la *Loi sur les Cours fédérales* :

a) Une déclaration selon laquelle la décision du gouvernement canadien dans le décret C.P. 2010-1077 décrétée le 12 août et publiée le 21 août 2010 dans la *Gazette du Canada*, Partie I est nulle et sans effet;

b) Une déclaration que l'élimination du questionnaire long obligatoire du recensement de 2011 viole l'obligation du gouvernement canadien à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*, L.R.C. (1985) (4^e suppl.), ch. 31;

c) Un bref de *mandamus* enjoignant au gouvernement canadien d'administrer de manière obligatoire les questions du formulaire long de 2006, ou l'équivalent contenu dans l'Enquête nationale auprès des ménages de 2010, dans le recensement de 2011.

[5] De son côté, le procureur général du Canada conteste la demande faite par la FCFA. En particulier, le

General contends that the Court is not authorized to order that the questions from the 2006 long-form questionnaire be administered on a mandatory basis for the 2011 census. Instead, the Attorney General argues that the only remedy the Court may grant is to quash the impugned Order in Council and refer the matter back to the Governor in Council under paragraph 18.1(3)(b) of the *Federal Courts Act*. According to the Attorney General, an order in the nature of a *mandamus* would be inconsistent with the Governor in Council's discretion with regard to the content of the orders in council that may be issued under the *Statistics Act*, R.S.C., 1985, c. S-19.

The census of Canada

[6] Since June 1971, the mandatory census has been a virtual fixture in the Canadian five-year data collection landscape. The Government of Canada, through Statistics Canada, takes a census of population of Canada every five years. Under subsection 19(2) of the *Statistics Act*, the purpose of the census is to ensure that counts of the population are provided for each federal electoral district of Canada. According to sections 19 and 21 of the *Statistics Act*, it is the responsibility of the Governor in Council to fix the month in which the census will be taken and to prescribe, by Order in Council, the questions to be asked therein.

[7] The Governor in Council, pursuant to its delegated powers under the *Statistics Act*, published two orders in council on the 2011 census. The first Order in Council of June 17, 2010 [P.C. 2010-0792] (published on June 26) was repealed and replaced by the second Order in Council of August 12, 2010 (published on August 21). The August 12, 2010 Order in Council confirms that the next census of population will be taken in May 2011. The August 12, 2010 Order in Council adds to the eight questions that had been prescribed by the June 17, 2010 Order in Council two questions on language that had been absent from the repealed Order in Council of June 17, 2010, for a total of ten questions.

procureur général soutient que la Cour n'est pas autorisée à ordonner que les questions du questionnaire long de 2006 soient administrées de manière obligatoire pour le recensement de 2011. Le procureur général soutient plutôt que le seul redressement que la Cour pourrait octroyer est l'annulation du décret contesté et le retour du dossier au gouverneur en conseil aux termes de l'alinéa 18.1(3)(b) de la *Loi sur les Cours fédérales*. Selon les prétentions du procureur général, une ordonnance de la nature d'un *mandamus* serait incompatible avec la discrétion que possède le gouverneur en conseil eu égard au contenu des décrets pouvant être émis aux termes de la *Loi sur la statistique*, L.R.C. (1985), ch. S-19.

Le recensement du Canada

[6] Depuis juin 1971, le recensement obligatoire fait pour ainsi dire partie du paysage canadien de collecte de données quinquennale. Le gouvernement du Canada, par l'entremise de Statistique Canada, procède tous les cinq ans au recensement de la population du Canada. En vertu du paragraphe 19(2) de la *Loi sur la statistique*, l'objet du recensement est de veiller au dénombrement de la population pour chaque circonscription électorale fédérale du Canada. Suivant les articles 19 et 21 de la *Loi sur la statistique*, il revient au gouverneur en conseil de fixer le mois au cours duquel le recensement se déroulera et de prescrire, par décret, les questions qui y seront posées.

[7] Le gouverneur en conseil, conformément aux pouvoirs qui lui sont délégués par la *Loi sur la statistique*, a publié deux décrets sur le recensement de 2011. Le premier décret du 17 juin 2010 [C.P. 2010-0792] (publié le 26 juin) fut abrogé et remplacé par le deuxième décret du 12 août 2010 (publié le 21 août). Le décret du 12 août 2010 confirme la tenue du prochain recensement de la population au mois de mai 2011. Ce décret du 12 août 2010 ajoute, aux huit questions jusqu'alors prescrites par le décret du 17 juin 2010, deux questions relatives à la langue qui étaient absentes du décret abrogé du 17 juin 2010, pour un total de dix questions.

[8] During the 2006 census, the mandatory long-form questionnaire contained a total of sixty-one questions. The 2006 questionnaire touched on a wide range of topics, such as the mobility of Canadians, their education, their household activities, their labour market activities, their income and the payment of their personal expenses such as mortgages, property taxes or electricity. Five of the questions in the 2006 questionnaire dealt more specifically with language:

- Sufficient knowledge of English or French to conduct a conversation (Q. 13).
- Sufficient knowledge of a language(s), other than English or French, to conduct a conversation (Q. 14).
- The language spoken most often at home and the language(s), other than English or French, spoken on a regular basis at home (Q. 15).
- The language first learned at home in childhood and still understood and, if that language is no longer understood, the second language learned (Q. 16).
- The language used most often at work and, where applicable, any other languages used on a regular basis (Q. 48).

[9] During the 2006 census, the mandatory long-form questionnaire was sent to 20 percent of Canadian households; the remaining households (80 percent) had to complete a short form, which contained eight of the sixty-one questions on the mandatory long-form questionnaire.

[10] By contrast, the 2011 census questionnaire will be distributed to all Canadian households and will contain, as mentioned above, a total of ten questions. Of these ten questions, three will deal with Canada's official languages. They are questions 13, 15 and 16 (mentioned above) from the mandatory long-form questionnaire for the 2006 census. These questions are now questions 7, 8 and 9 of the 2011 census.

[8] Lors du recensement de 2006, le questionnaire obligatoire long comptait un total de soixante et une questions. Ce questionnaire de 2006 abordait une vaste gamme de sujets telle que la mobilité des Canadiens, leur scolarité, leurs activités à la maison, leur emploi, leurs revenus et le paiement de leurs dépenses personnelles comme l'hypothèque, les taxes d'habitation ou l'électricité. Cinq des questions de ce questionnaire de 2006 avaient trait plus particulièrement à la langue :

- La suffisance de la connaissance du français ou de l'anglais pour soutenir une conversation (Q. 13).
- La suffisance de la connaissance d'une (de) langue(s) autre(s) que le français ou l'anglais pour soutenir une conversation (Q. 14).
- La langue parlée le plus souvent à la maison et celle(s) autre que le français ou l'anglais, qui, le cas échéant, le sont régulièrement (Q. 15).
- La langue apprise en premier lieu à la maison à l'enfance et encore comprise, et, si cette langue n'est plus comprise, la seconde langue qui a été apprise (Q. 16).
- La langue parlée le plus souvent au travail et, le cas échéant, celle(s), autre que la langue parlée le plus souvent, qui l'est (sont) régulièrement (Q. 48).

[9] Lors du recensement de 2006, le questionnaire obligatoire long était acheminé à 20 p. 100 des ménages canadiens; le reste des ménages (80 p. 100) devait remplir un questionnaire abrégé qui reprenait huit des soixante et une questions du questionnaire obligatoire long.

[10] En revanche, le questionnaire du recensement de 2011 sera, quant à lui, distribué à tous les ménages canadiens et comportera, tel que mentionné plus haut, un total de dix questions. Parmi ces dix questions, trois portent sur les langues officielles du Canada; il s'agit des questions 13, 15 et 16 (précitées) du questionnaire obligatoire long du recensement de 2006. Ces questions deviennent les questions 7, 8 et 9 du recensement de 2011.

[11] As for the voluntary NHS questionnaire, it will include, in addition to the three questions on language prescribed by the new Order in Council of August 2010, questions 14 and 48 (mentioned above), as well as all the questions not relating to language that were included in the mandatory long-form questionnaire for 2006. The NHS questionnaire will be distributed to 30 percent of households on a voluntary basis.

The Official Languages Act

[12] The *Official Languages Act* was enacted in 1969 to ensure respect for Canada's two official languages and their equality of status. This Act sets out the responsibilities of federal institutions with respect to the offer of services and the use of English and French in Canadian society. The Act includes Part IV [ss. 21–33] (Communications with and Services to the Public), Part V [ss. 34–38] (Language of Work), Part VI [ss. 39–40] (Participation of English-Speaking and French-Speaking Canadians), Part VII (Advancement of English and French) and Part VIII [ss. 46–48] (Responsibilities and Duties of Treasury Board in Relation to the Official Languages of Canada).

[13] Section 41 of the *Official Languages Act*, which is central to the issue, reads as follows:

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

Government policy **41.** (1) The Government of Canada is committed to

(a) enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development; and

(b) fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

Duty of federal institutions

(2) Every federal institution has the duty to ensure that positive measures are taken for the implementation of the commitments under

[11] Quant au questionnaire volontaire de l'ENM, il reprendra, en plus des trois questions relatives à la langue prescrites par le nouveau décret du mois d'août 2010, les questions 14 et 48 (précitées), ainsi que l'ensemble des questions non relatives à la langue qui étaient incluses dans le questionnaire obligatoire long de 2006. Le questionnaire de l'ENM sera distribué à 30 p. 100 des ménages sur une base volontaire.

La Loi sur les langues officielles

[12] La *Loi sur les langues officielles* fut adoptée en 1969 pour assurer le respect et l'égalité des deux langues officielles du Canada. Cette loi définit les responsabilités des institutions fédérales quant à l'offre de services et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. La Loi comporte notamment la partie IV [art. 21 à 33] (Communications avec le public et prestation des services), la partie V [art. 34 à 38] (Langue de travail), la partie VI [art. 39 et 40] (Participation des Canadiens d'expression française et d'expression anglaise), la partie VII (Promotion du français et de l'anglais) et la partie VIII [art. 46 à 48] (Attributions et obligations du Conseil du Trésor en matière de langues officielles).

[13] L'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* qui se situe au cœur du débat se lit comme suit :

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

41. (1) Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Engagement

(2) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que soient prises des mesures positives pour mettre en œuvre cet engagement. Obligations des institutions fédérales

subsection (1). For greater certainty, this implementation shall be carried out while respecting the jurisdiction and powers of the provinces.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations in respect of federal institutions, other than the Senate, House of Commons, Library of Parliament, office of the Senate Ethics Officer or office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, prescribing the manner in which any duties of those institutions under this Part are to be carried out.

demeure entendu que cette mise en œuvre se fait dans le respect des champs de compétence et des pouvoirs des provinces.

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement visant les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes, la bibliothèque du Parlement, le bureau du conseiller sénatorial en éthique et le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, fixer les modalités d'exécution des obligations que la présente partie leur impose.

[14] The Court notes that the quasi-constitutional status of the *Official Languages Act* has been recognized by the Canadian courts (*Lavigne v. Canada (Office of the Commissioner of Official Languages)*, 2002 SCC 53, [2002] 2 S.C.R. 773; *Canada (Attorney General) v. Viola*, [1991] 1 F.C. 373 (C.A.)). The purpose of the Act is to implement the sections of the Charter [*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44]] that pertain to language rights in Canada, specifically, sections 16 to 20.

[14] La Cour rappelle que le statut quasi constitutionnel de la *Loi sur les langues officielles* est reconnu par les tribunaux canadiens (*Lavigne c. Canada (Commissariat aux langues officielles)*, 2002 CSC 53, [2002] 2 R.C.S. 773; *Canada (Procureur général) c. Viola*, [1991] 1 C.F. 373 (C.A.)). La Loi a pour but de mettre en œuvre les articles de la Charte [*Charte canadienne des droits et libertés*, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44]] qui touchent aux droits linguistiques au Canada, notamment les articles 16 à 20.

[15] This case began with a very broad range of legal claims concerning, in particular, parts IV, V, VI and VII of the *Official Languages Act* and sections 16 to 20 and 23 of the Charter. The arguments that preceded the judicial review hearing before this Court were clarified and narrowed, to the point where only the issue of the violation of section 41 (Part VII) of the *Official Languages Act* is before this Court.

[15] Le présent dossier a débuté avec un éventail de revendications juridiques très large incluant notamment les parties IV, V, VI et VII de la *Loi sur les langues officielles* et les articles 16 à 20 et 23 de la Charte. Les débats qui ont précédé l'audition en contrôle judiciaire devant cette Cour se sont éclaircis et épurés, tant et si bien que seule la question de la violation de l'article 41 (partie VII) de la *Loi sur les langues officielles* s'est retrouvée devant cette Cour.

Issue

[16] The issues raised in this application for judicial review are therefore as follows:

1. Does the Order in Council of August 12, 2010 (P.C. 2010-1077), made by the Governor in Council under the *Statistics Act*, constitute a violation of Part VII of the *Official Languages Act* and, more specifically, subsection 41(2) of that Act?

Question en litige

[16] Les questions soulevées par la présente demande de contrôle judiciaire sont donc les suivantes :

1. Est-ce que le décret du 12 août 2010 (C.P. 2010-1077), pris par le gouverneur en conseil en vertu de la *Loi sur la statistique*, constitue une violation de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* et, plus particulièrement, de son paragraphe 41(2) ?

2. If yes, what are the fair and appropriate remedies in view of the circumstances?

Standard of review

[17] The Supreme Court of Canada, in *Dunsmuir v. New Brunswick*, 2008 SCC 9, [2008] 1 S.C.R. 190, stated that there are two standards of review: correctness and reasonableness (paragraph 34). The Supreme Court also specified that the correctness standard applied to questions of law, while the reasonableness standard applied to questions of mixed fact and law and questions of fact. In addition, among the many examples the Supreme Court gave to demonstrate the application of the appropriate standard, it ruled that Charter or constitutional issues are necessarily subject to correctness review (paragraph 59).

[18] In *Canada (Wheat Board) v. Canada (Attorney General)*, 2009 FCA 214, [2010] 3 F.C.R. 374, the Federal Court of Appeal affirmed, at paragraph 36, that this same standard must be used when assessing the validity of an order in council made by the Governor in Council:

Turning first to the *vires* issue, the Court must determine on a standard of correctness whether the Direction Order was authorized by the power delegated to the Governor in Council pursuant to subsection 18(1) of the Act (*Dunsmuir v. New Brunswick*, 2008 SCC 9, [2008] 1 S.C.R. 190, paragraph 59).

[19] The Federal Court of Appeal went on to explain, at paragraph 37, the circumstances in which a court must intervene when the Governor in Council exercises a power given to it by statute:

It is well-settled law that when exercising a legislative power given to it by statute, the Governor in Council must stay within the boundary of the enabling statute, both as to empowerment and purpose. The Governor in Council is otherwise free to exercise its statutory power without interference by the Court, except in an egregious case or where there is proof of an absence of good faith (*Thorne's Hardware Ltd. et al. v. The Queen et al.*, [1983] 1 S.C.R. 106, page 111; *Attorney General of Canada v. Inuit Tapirisat of Canada et al.*, [1980] 2 S.C.R. 735, page 752).

2. Dans l'affirmative, quels sont les redressements justes et appropriés eu égard aux circonstances ?

Norme de contrôle

[17] La Cour suprême du Canada, dans l'arrêt *Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*, 2008 CSC 9, [2008] 1 R.C.S. 190, a affirmé qu'il existe deux normes de contrôle, soit la décision correcte et la décision raisonnable (paragraphe 34). La Cour suprême a également précisé que la norme de la décision correcte s'applique aux questions de droit alors que la norme de la décision raisonnable s'applique aux questions mixtes de fait et de droit et aux questions de fait. De plus, parmi les nombreux exemples qu'a donnés la Cour suprême pour démontrer l'application de la norme appropriée, la Cour suprême a statué que les questions qui se rapportent à la Charte ou qui sont de nature constitutionnelle doivent être assujetties à la norme de la décision correcte (paragraphe 59).

[18] Dans l'arrêt *Canada (Commission du blé) c. Canada (Procureur général)*, 2009 CAF 214, [2010] 3 R.C.F. 374, la Cour d'appel fédérale a confirmé, au paragraphe 36, que cette même norme doit être utilisée dans le cadre de l'examen de la validité d'un décret pris par le gouverneur en conseil :

Tout d'abord, en ce qui concerne la validité, la Cour doit déterminer, selon la norme de la décision correcte, si le décret était autorisé par le pouvoir délégué au gouverneur en conseil par le paragraphe 18(1) de la Loi (*Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*, 2008 CSC 9, [2008] 1 R.C.S. 190, paragraphe 59).

[19] De plus, la Cour d'appel fédérale a également expliqué, au paragraphe 37, dans quelles circonstances une Cour se doit d'intervenir lorsque le gouverneur en conseil exerce un pouvoir conféré par une loi :

Il est bien établi en droit que lorsque le gouverneur en conseil exerce un pouvoir conféré par une loi, il doit demeurer dans les limites de la loi habilitante en ce qui a trait à l'habilitation et à la finalité. Le gouverneur en conseil est à tous les autres égards libre d'exercer son pouvoir conféré par la loi sans l'intervention de la Cour, sauf dans un cas flagrant ou lorsque la preuve établit l'absence de bonne foi (*Thorne's Hardware Ltd. et autres c. La Reine et autre*, [1983] 1 R.C.S. 106, page 111; *Procureur général du Canada c. Inuit Tapirisat of Canada et autre*, [1980] 2 R.C.S. 735, page 752).

[20] In the case at bar, the issue concerns government administrative action with regard to a statute that has a quasi-constitutional status. Having been called upon to determine whether the August 12, 2010 Order in Council violates Part VII of the *Official Languages Act*, the Court must interpret the Act, and specifically section 41. Since the Court is called upon to interpret a legislative provision, it must therefore do so on the correctness standard.

Preliminary remarks

[21] Before proceeding with its analysis of the issues, the Court must make a few preliminary remarks regarding one motion in particular brought prior to the hearing of this matter. The FCFA brought a motion under rule 369 of the *Federal Courts Rules*, SOR/98-106 [r. 1 (as am. by SOR/2004-283, s. 2)], to obtain an order under rule 312 to introduce additional affidavits and new evidence.

[22] In this regard, the parties agreed that the FCFA would withdraw its motion to file an affidavit and refrain from making new Charter arguments. The parties also agreed that the FCFA would file one affidavit from Nicole Garner, one article from the *Globe & Mail* and one Statistics Canada internal study. In exchange, it was agreed that the Attorney General would file one additional affidavit from Marc Hamel.

[23] In addition, the Court agreed to the filing by the FCFA of three scientific articles published in the journal *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* of September 14, 2010—which were not available when the FCFA filed its memorandum—because of their relevance and the insight they could give this Court in this proceeding.

[24] The FCFA also sought leave from this Court to file a document entitled “Certified Record (Rule 318)”, —a document created by Rosemary Bender, Assistant Chief Statistician at Statistics Canada,—which had previously been filed by the Attorney General of Canada in

[20] En l’espèce, la nature de la question en litige touche l’action administrative gouvernementale eu égard à une loi qui a un statut quasi constitutionnel. Étant appelée à déterminer si le décret du 12 août 2010 enfreint la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*, la Cour doit interpréter la Loi en l’occurrence son article 41. Puisque la Cour est amenée à interpréter une disposition législative, elle doit donc le faire en suivant la norme de la décision correcte.

Remarques liminaires

[21] Avant de procéder à son analyse des questions en litige, la Cour se doit de formuler quelques remarques liminaires au sujet d’une requête en particulier faite en amont de l’audience de la présente affaire. La FCFA a présenté une requête en vertu de la règle 369 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 [règle 1 (mod. par DORS/2004-283, art. 2)], pour d’obtenir une ordonnance en vertu de la règle 312 des mêmes Règles afin d’introduire de nouveaux affidavits et de la nouvelle preuve.

[22] À cet égard, les parties se sont entendues pour que la FCFA retire sa demande de dépôt d’un affidavit et qu’elle renonce à invoquer de nouveaux arguments liés à la Charte. Par ailleurs, les parties ont consenti à ce que la FCFA dépose un affidavit de Nicole Garner, un article du *Globe & Mail* et une étude interne de Statistique Canada. En contrepartie, il a été convenu que le procureur général dépose un affidavit supplémentaire de Marc Hamel.

[23] De plus, sur la base de leur pertinence et l’éclairage qu’ils pouvaient apporter à cette Cour dans le présent débat, le dépôt par la FCFA de trois articles scientifiques publiés dans la revue *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* du 14 septembre 2010 — lesquels n’étaient pas disponibles lorsque la FCFA a déposé son mémoire — a été accepté par la Cour.

[24] La FCFA a également demandé l’autorisation à cette Cour que soit déposé un document intitulé « Certified Record (Rule 318) » qui avait préalablement été déposé par le procureur général du Canada dans un autre dossier devant la Cour fédérale (T-1375-10) à savoir un

another matter before the Federal Court (T-1375-10). The document in question deals with the census and NHS issue. The Attorney General objected to its filing. On the basis of the representations made by the parties at the start of the hearing, the Court accepted this document, but under advisement.

[25] Having had the opportunity to hear the parties at the hearing and read the said document, the Court is of the opinion that this document is relevant in the case at bar. The Court further notes that the document in question was discovered in the afternoon of September 22, 2010, following the case management conference. Consequently, and on the basis of the requirements set out in *Atlantic Engraving Ltd. v. Rosenstein*, 2002 FCA 503, 23 C.P.R. (4th) 5, the Court accepts the document and adduces it as evidence in the record.

Analysis

[26] As mentioned above, the main issue in this case is to determine whether the August 12, 2010 Order in Council constitutes a violation of Part VII of the *Official Languages Act* and, more specifically, subsection 41(2) of that Act. At the outset, the Court notes that the parties acknowledge that language rights, whether constitutional or statutory, must be given a broad and liberal interpretation that is consistent with the preservation and development of the official language communities in Canada (see *R. v. Beaulac*, [1999] 1 S.C.R. 768, at paragraph 25; *DesRochers v. Canada (Industry)*, 2009 SCC 8, [2009] 1 S.C.R. 194).

[27] The Court also notes that the August 12, 2010 Order in Council replaces the June 17, 2010 Order in Council. While the June 17, 2010 Order in Council contained only one question on language, the August 12, 2010 Order in Council added two more, for a total of three questions on language for the purposes of the 2011 census. The FCFA believes that, despite the changes made as a result of the August 12, 2010 Order in Council, only the reinstatement of the mandatory long-form questionnaire, that is, the sixty-one questions from the

document créé par Rosemary Bender, statisticienne en chef adjointe à Statistique Canada. Le document en question aborde la question du recensement et de l'ENM. Le procureur général s'est opposé à son dépôt. Sur la base des représentations des deux parties en début d'audience, la Cour a accepté ce document mais sous réserve.

[25] Ayant eu l'occasion d'entendre les parties à l'audience et de prendre connaissance dudit document, la Cour est d'avis qu'en l'espèce ce document est pertinent. La Cour note de plus que le document en question a été découvert dans l'après-midi du 22 septembre 2010 à la suite de la conférence de gestion. En conséquence, et en se référant aux critères de l'arrêt *Atlantic Engraving Ltd. c. Rosenstein*, 2002 CAF 503, la Cour accepte le document et le verse à titre de preuve au dossier.

Analyse

[26] La Cour rappelle que la question principale en l'espèce est de déterminer si le décret du 12 août 2010 constitue une violation de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* et plus particulièrement de son paragraphe 41(2). D'entrée de jeu, la Cour note que les parties reconnaissent qu'en matière de droits linguistiques, qu'ils soient d'origine constitutionnelle ou législative, ces droits doivent recevoir une interprétation large et libérale, compatible avec le maintien et l'épanouissement des collectivités de langue officielle au Canada (voir *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768, au paragraphe 25; *DesRochers c. Canada (Industrie)*, 2009 CSC 8, [2009] 1 R.C.S. 194).

[27] La Cour rappelle également que le décret du 12 août 2010 remplace le décret du 17 juin 2010. Alors que le décret du 17 juin 2010 ne comportait qu'une question relative à la langue, le décret du 12 août 2010 en a ajouté deux autres, pour un total de trois questions relatives à la langue pour les fins du recensement de 2011. La FCFA estime que malgré les changements apportés par le décret du 12 août 2010, seul le rétablissement du questionnaire obligatoire long, c'est-à-dire les soixante et une questions du recensement de 2006,

2006 census, will yield reliable data that will enable the Government of Canada to discharge its duties under section 41 of the Act. According to the FCFA, without a return to the mandatory long-form census and its sixty-one questions, the implementation of Part VII of the Act would be, to all intents and purposes, impossible.

[28] More specifically, the FCFA argues that section 41 of the Act is enforceable (*DesRochers*) and remedial in nature. According to the FCFA, by using the expression “positive measures” in subsection 41(2), Parliament intended to target measures that have a tangible impact on the minority communities and that the data from the mandatory long-form questionnaire are essential to enable federal institutions to take such positive measures. The FCFA also argues that the adoption of the August 12, 2010 Order in Council is a negative measure and is consequently a violation of subsection 41(2) of the Act.

[29] The premise underlying the FCFA’s position is that the voluntary nature of the long-form questionnaire for the 2011 census adversely affects the reliability of the data that can be obtained from this questionnaire. Based on that premise, the census will not yield the necessary data used for the purposes of decision making affecting the minority communities. According to the FCFA, the data affecting Francophone communities not only are language-related, but also include all other data required to determine the needs of the various minority communities located in the different regions of Canada.

[30] In short, according to the FCFA, the detailed statistical data that can be obtained from the mandatory long-form questionnaire constitute an indispensable source of information for the purposes of making cross-tabulations between language-related data and other data such as income and education. These tabulations enable minority communities to identify the needs, challenges and priorities specific to them. In this regard, the FCFA referred to a number of studies, including: (i) Office of the Commissioner of Official Languages: *Vitality Indicators for Official Language Minority Communities 1: Francophones in Urban Settings*; The Sudbury Francophone Community, October 2007; (ii) Office of the Commissioner of Official Languages: *A*

produira des données fiables et permettra au gouvernement du Canada de s’acquitter de ses obligations découlant de l’article 41 de la Loi. Selon la FCFA, sans un retour au questionnaire obligatoire long et son ensemble de soixante et une questions, la mise en œuvre de la partie VII de la Loi serait à toute fin impossible.

[28] Plus particulièrement, la FCFA plaide que l’article 41 de la Loi a acquis un caractère exécutoire (*DesRochers*) et réparateur. Selon la FCFA, en employant le libellé « mesures positives » au paragraphe 41(2), l’intention du législateur a été de viser les mesures qui ont un impact tangible sur les communautés minoritaires et que les données du questionnaire long obligatoire sont essentielles pour permettre aux institutions fédérales de prendre de telles mesures positives. La FCFA avance ainsi que l’adoption du décret du 12 août 2010 est une mesure négative et que, pour cette raison, elle viole le paragraphe 41(2) de la Loi.

[29] La prémisse sous-jacente à la position de la FCFA est que la nature volontaire du questionnaire long du recensement de 2011 porte atteinte à la fiabilité des données issues de ce questionnaire. Suivant cette prémisse, le recensement ne fournira pas les données requises qui devront servir à la prise de décisions affectant les communautés minoritaires. Selon la FCFA, ces données affectant les communautés francophones ne sont pas seulement linguistiques, mais comprennent aussi toutes les autres données qui permettent d’établir les besoins des différentes communautés minoritaires situées dans les différentes régions du Canada.

[30] En somme, selon la FCFA les données statistiques détaillées découlant du questionnaire long obligatoire sont une source d’information indispensable pour effectuer des croisements statistiques en matière de langue avec d’autres données comme le revenu et la scolarité. Ces croisements permettent aux communautés minoritaires d’identifier les besoins, défis et priorités qui leur sont propres. À ce titre, la FCFA a fait référence à plusieurs études dont : i) Commissariat aux langues officielles : *Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 1 : les francophones en milieu urbain*; La communauté francophone de Sudbury, Octobre 2007; ii) Commissariat aux langues officielles : *Une vue plus claire : évaluer la vitalité des*

Sharper View: Evaluating the Vitality of Official Language Minority Communities; (iii) Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick: *Strengthening Local Governance in New Brunswick*, Final report submitted to Infrastructure Canada, August 2008. The FCFA is thus arguing that by eliminating the mandatory long-form questionnaire, the government is not only depriving itself of the only reliable source of a set of statistical data, but also depriving the minority communities that analyse and compare themselves on the basis of these essential data (affidavit of Lise Ouellette, Director General of the Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick).

[31] Finally, the FCFA argues that it has no objection as to whether the data are collected by means of a mandatory census or by an NHS. However, it believes that the questionnaire must be administered on a mandatory basis since it is the only governance tool by which the implementation of Part VII of the Act may be ensured.

[32] For its part, the Attorney General contends that the FCFA's action must fail because the 2011 census questionnaire, as set out in the August 12, 2010 Order in Council, prescribes the three questions needed to obtain the data required to ensure the duties arising under the *Official Languages Act* are fully discharged. In addition, the Attorney General argues that section 41 of the Act does not impose any obligation on the government to use the methodology of the mandatory long-form questionnaire and adds that there is nothing to indicate that the NHS data will not be usable in this regard.

[33] In this respect, the Court notes that a series of affidavits were filed in support of the argument that the voluntary 2011 census questionnaire (NHS) may not be as reliable as the mandatory long-form questionnaire from the 2006 census, the data from which are used by a number of organizations in preparing reports and indicators for Francophone minority groups (see affidavit of Suzanne Bossé, former Director General of the FCFA, Marie-France Kenny, President of the FCFA and Eric Forgues, Assistant Director and Researcher, Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities at the Université de Moncton).

communautés de langue officielle en situation minoritaire; (iii) Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick : *Scénarios de renforcement de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick*, Rapport final soumis à Infrastructure Canada, août 2008. La FCFA avance ainsi qu'en renonçant au questionnaire long obligatoire le gouvernement se prive non seulement de la seule source fiable d'un ensemble de données statistiques, mais prive aussi les communautés minoritaires qui s'analysent et se comparent par l'étude de ces données essentielles (affidavit de Lise Ouellette, directrice générale de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick).

[31] Enfin la FCFA soumet qu'elle ne voit pas d'objection à ce que ce soit par recensement obligatoire ou que ce soit par une ENM que lesdites données soient colligées. Elle est d'avis que le questionnaire doit toutefois être administré à titre obligatoire puisqu'il est le seul outil de gouvernance propre à assurer la mise en œuvre de la partie VII de la Loi.

[32] En contrepartie, le procureur général soutient que le recours de la FCFA doit échouer car le questionnaire du recensement de 2011, tel que prévu par le décret du 12 août 2010, prescrit les trois questions nécessaires à l'obtention de données assurant la pleine mise en œuvre des obligations découlant de la *Loi sur les langues officielles*. De plus, le procureur général soumet que l'article 41 de la Loi n'impose aucune obligation au gouvernement d'utiliser la méthodologie du questionnaire long obligatoire et ajoute que rien n'indique que les données de l'ENM ne seront pas utilisables à ce titre.

[33] À cet égard, la Cour note qu'une série d'affidavits a été déposée à l'appui de la proposition que le questionnaire volontaire du recensement de 2011 (ENM) risque de ne pas revêtir un caractère aussi fiable que le questionnaire long obligatoire du recensement de 2006 dont les données sont utilisées par plusieurs organisations dans l'élaboration de rapports et d'indicateurs pour les groupes minoritaires francophones (voir affidavit de Suzanne Bossé, ancienne directrice générale de la FCFA, Marie-France Kenny, Présidente de la FCFA et Eric Forgues, Directeur adjoint et chercheur, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques à l'Université de Moncton).

[34] Similarly, the affidavit of David A. Binder, retired statistician-mathematician, expressed reservations about the voluntary census but does not categorically state that the NHS data are not reliable. The document entitled “Certified Record (Rule 318)” adduced in evidence indicates that the NHS will not yield the same quality of data. On examination, Jane Badets, employee of Statistics Canada and statistician, expressed the opinion, however, that it was premature to determine the quality of data from a voluntary census. The affidavit of Marc Hamel, Acting Director General, Statistics Canada, also took the same view.

[35] In fact, according to the Court, the only conclusion that can be drawn from the evidence and arguments is that there is uncertainty about the degree of reliability of the data that will be obtained from the NHS. This Court is not satisfied that the NHS data will be unreliable to the point of being unusable (affidavit and examination of Jane Badets, additional affidavit of Marc Hamel, affidavit of Hubert Lussier, Director General of the Official Languages Support Programs Branch). Based on the evidence in the record, the Court finds that it would be premature to state that the NHS data will not be usable and, moreover, it is possible that the NHS methodology will be adjusted (see the article by Michael R. Veall, “2B or Not 2B? What Should Have Happened with the Canadian Long Form Census? What Should Happen Now?” (2010), 36 *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* 395, at page 397; additional affidavit of Marc Hamel).

[36] It is true that the evidence in the record, including the many arguments and comments surrounding the census issue, shows that the mandatory long-form questionnaire has demonstrated its relevance and importance over the past decades. It is also indisputable that, in general, it is used and appreciated as an assessment tool by organizations, associations and researchers, among others. It seems to be preferred over the NHS. But that is not the issue. From a legal standpoint, the Court must ask itself the following question: by opting for a methodological change, that is, by replacing the mandatory long-form questionnaire by the voluntary NHS, did the

[34] Dans le même sens, l’affidavit de David A. Binder, statisticien-mathématicien à la retraite, exprime des réserves quant au recensement à caractère volontaire mais n’affirme pas catégoriquement que les données de l’ENM ne soient pas fiables. Le document intitulé « Certified Record (Rule 318) » admis en preuve indique que l’ENM ne produira pas la même qualité de données. En interrogatoire, Jane Badets, fonctionnaire à Statistique Canada et statisticienne, a toutefois exprimé l’avis qu’il était prématuré pour établir la qualité des données d’un recensement à caractère volontaire. L’affidavit de Marc Hamel, Directeur général par intérim, Statistique Canada, va également en ce sens.

[35] En fait, selon la Cour, la seule conclusion qui puisse être tirée de la preuve et des plaidoiries est qu’il existe une incertitude quant au degré de fiabilité des données qui émaneront de l’ENM. Cette Cour n’est pas convaincue que les données de l’ENM ne seront pas fiables au point qu’elles seront inutilisables (affidavit et interrogatoire de Jane Badets, affidavit supplémentaire de Marc Hamel, affidavit de Hubert Lussier, directeur général de la Direction générale des programmes d’appui aux langues officielles). La preuve au dossier amène la Cour à conclure qu’il serait prématuré d’avancer le constat que les données de l’ENM ne seront pas utilisables et, qui plus est, des ajustements à la méthodologie de l’ENM pourraient être apportés (voir l’article de Michael R. Veall, « 2B or Not 2B? What Should Have Happened with the Canadian Long Form Census? What Should Happen Now? » (2010), 36 *Canadian Public Policy – Analyse de politiques* 395, à la page 397; affidavit supplémentaire de Marc Hamel).

[36] Par ailleurs, il est vrai que la preuve au dossier, incluant les nombreux débats et commentaires entourant la question du recensement, démontre que le questionnaire long obligatoire a confirmé sa pertinence et son importance au cours des dernières décennies. Il est également incontestable que, de façon générale, il est utilisé et apprécié notamment par des organismes, des associations et des chercheurs comme outil d’évaluation. Il semble être préféré à l’ENM. Mais là n’est pas la question. Sur le plan juridique, la Cour doit se poser la question suivante : en optant pour un changement méthodologique, c’est-à-dire en substituant le questionnaire

Governor in Council violate section 41 of the Act?

[37] At this point, we need to take a closer look at section 41 of the *Official Languages Act*.

[38] As mentioned above, the FCFA is relying on subsection 41(2) of the Act, which requires federal institutions to ensure that positive measures are taken to enhance the vitality of minority communities (subsection 41(1)). According to the FCFA, the mandatory long-form census is one of those positive measures that are mentioned in subsection 41(2) and, by adopting the August 12, 2010 Order in Council, the government therefore violated its duties under the Act.

[39] It should be specified that subsections 41(2) and (3) of the *Official Languages Act* made their way into the Act by means of an amendment in 2005 and are enforceable (*DesRochers*). As noted above, subsection 41(2) states that federal institutions have the duty to ensure that positive measures are taken for the implementation of subsection 41(1), which sets out the commitments to enhancing the vitality of English and French linguistic minority communities. Subsection 41(3) specifies that the Governor in Council may make regulations prescribing the manner in which federal institutions are to carry out their duties under subsection 41(2).

[40] However, Part VII of the Act—and specifically subsection 41(2)—does not in any way compel the government to collect any data whatsoever by means of the census. As a result, it does not, *a fortiori*, in any way require that data be collected by means of a mandatory long-form questionnaire. In fact, no provision of Part VII of the Act, or any other part of that Act—or, in fact, any part of the Charter—requires that data be collected by means of the census as the *sine qua non* of the rights it protects.

[41] Under these circumstances, the Court is of the opinion that there is no statutory basis for positive measures to be interpreted as including the duty to collect

long obligatoire pour l'ENM à caractère volontaire, le gouverneur en conseil a-t-il violé l'article 41 de la Loi?

[37] Il convient donc à ce stade-ci d'examiner de plus près l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

[38] Tel que mentionné plus haut, la FCFA s'appuie sur le paragraphe 41(2) de la Loi qui impose aux institutions fédérales de veiller à ce que des mesures positives soient prises afin de favoriser l'épanouissement des communautés minoritaires (paragraphe 41(1)). Selon la FCFA, le recensement long à caractère obligatoire fait partie de telles mesures positives dont il est fait mention au paragraphe 41(2) et, partant, en adoptant le décret du 12 août 2010, le gouvernement a violé ses obligations imposées par la Loi.

[39] Il faut préciser que les paragraphes 41(2) et (3) de la *Loi sur les langues officielles* ont effectué leur entrée dans ladite Loi par le truchement d'un amendement en 2005 et ont un caractère exécutoire (*DesRochers*). Tel que noté plus tôt, le paragraphe 41(2) rappelle qu'il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que soient prises des mesures positives afin de mettre en œuvre le paragraphe 41(1) qui lui, demeure déclaratoire d'engagements en matière d'épanouissement des minorités francophones et anglophones. Le paragraphe 41(3) précise que le gouverneur en conseil peut définir les modalités d'exécution des obligations des institutions fédérales dont il est question au paragraphe 41(2) par règlement.

[40] Or, la partie VII de la Loi — plus particulièrement son paragraphe 41(2) — ne contraint d'aucune manière le gouvernement à la collecte de quelques données que ce soit via le recensement. Du coup, elle n'impose *a fortiori* aucunement la collecte de données au moyen d'un questionnaire obligatoire long. En fait, aucune disposition de la partie VII de la Loi, ni aucune autre partie de cette loi — ni d'ailleurs de la Charte — ne requiert la collecte de données au moyen du recensement comme condition *sine qua non* de la base de l'octroi des droits qu'elle protège.

[41] Dans les circonstances, la Cour est d'avis qu'il n'existe pas de fondement législatif sur la base duquel des mesures positives puissent être interprétées comme

data through a mandatory long-form questionnaire. The only statutory basis in question is that of the *Statistics Act* concerning the duty to take a census (sections 19 and 21). The way in which the census is taken and the methodology are left to the government's discretion and the Court is of the opinion that neither Part VII of the *Official Languages Act* nor section 41 of that Act imposes on the Governor in Council a specific methodology in this regard. In fact, nothing indicates that Parliament, in enacting subsection 41(2) of the Act, intended to limit the Governor in Council's power and discretion to exercise a delegated legislation function authorized by other federal statutes, namely, the *Statistics Act*.

[42] It must be noted that the *Official Languages Act* does not prescribe any obligations that require the government to use a specific methodology such as the mandatory long-form questionnaire census. In fact, when Parliament wishes to proceed in such a way, it does so by way of regulations. Such was the case with the *Official Languages (Communications with and Services to the Public) Regulations*, SOR/92-48, which requires that a census be held as a tool to determine sufficient numbers for the purposes of implementing Part IV of the *Official Languages Act*.

[43] The relevant paragraphs of the *Official Languages (Communications with and Services to the Public) Regulations* read as follows:

INTERPRETATION

2. In these Regulations,

“Act” means the *Official Languages Act*;

...

“Method I” means the method of estimating first official language spoken that is described as Method I in *Population Estimates by First Official Language Spoken*, published by Statistics Canada in September 1989, which method gives consideration, firstly, to knowledge of the official languages, secondly, to mother tongue, and thirdly, to language spoken in the home, with any cases in which the available

comportant le devoir de recueillir des données par la voie d'un questionnaire long à caractère obligatoire. Le seul fondement législatif en cause est celui de la *Loi sur la statistique* relatif à l'obligation de tenir un recensement (articles 19 et 21). Or, la façon dont le recensement s'opère et la méthodologie sont laissées à la discrétion du gouvernement et la Cour est d'avis que ni la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* ni son article 41 n'imposent au gouverneur en conseil une méthodologie particulière en la matière. En effet, rien n'indique que le législateur en adoptant le paragraphe 41(2) de la Loi ait eu l'intention de restreindre le pouvoir et la discrétion du gouverneur en conseil de prendre des actes de législation déléguée autorisés par d'autres lois fédérales, nommément la *Loi sur la statistique*.

[42] Force est de constater que la *Loi sur les langues officielles* ne prescrit pas d'obligations qui assujettissent le gouvernement à une méthodologie spécifique tel que le recensement à questionnaire long obligatoire. En fait, quand le législateur a voulu procéder de la sorte, il l'a fait dans le cadre de la mise en œuvre d'un règlement. Ce fut le cas avec le *Règlement sur les langues officielles — communications avec le public et prestation des services*, DORS/92-48, qui lui exige la tenue d'un recensement comme outil pour déterminer le nombre suffisant pour la mise en œuvre de la partie IV de la *Loi sur les langues officielles*.

[43] Les paragraphes pertinents du *Règlement sur les langues officielles — communications avec le public et prestation des services* se lisent comme suit :

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« Loi » La *Loi sur les langues officielles*.

[...]

« méthode I » Méthode d'estimation de la première langue officielle parlée qui est décrite comme la méthode I dans la publication de Statistique Canada intitulée *Estimation de la population selon la première langue officielle parlée*, en date de septembre 1989, qui tient compte, premièrement, de la connaissance des langues officielles, deuxièmement, de la langue maternelle et, troisièmement, de la langue parlée

information is not sufficient for Statistics Canada to decide between English and French as the first official language spoken being distributed equally between English and French;

...

PART I

SIGNIFICANT DEMAND

Definition of English or French Linguistic Minority Population

3. “English or French linguistic minority population” means that portion of the population in a province in which an office or facility of a federal institution is located that is the numerically lower official language population in the province, as determined by Statistics Canada under Method I on the basis of

(a) for the purposes of paragraphs 5(1)(a), (b) and (d) to (r), subsection 5(2) and paragraph 7(4)(a),

(i) before the results of the 1991 census of population are published, the 1986 census of population taken pursuant to the *Statistics Act*, and

(ii) after the results of the 1991 census of population are published, the most recent decennial census of population for which results are published; and

...

Calculation of Population Numbers

4. (1) For the purposes of this Part, the number of persons of the English or French linguistic minority population in a province, CMA, CSD or service area is equal to the estimated number of persons of that population in that province, CMA, CSD or service area as determined by Statistics Canada under Method I on the basis of the census referred to in section 3.

[44] In the case at bar—Part IV of the Act not being at issue—the evidence does not contain any regulations made under Part VII of the Act (subsection 41(3)) that would involve defining a specific methodology in relation to the census and no regulations of that type were brought to the Court’s attention.

à la maison et qui comprend la répartition en parts égales entre le français et l’anglais des cas où les renseignements disponibles ne permettent pas à Statistique Canada de déterminer si la première langue officielle parlée est le français ou l’anglais.

[...]

PARTIE I

DEMANDE IMPORTANTE

Population de la minorité francophone ou anglophone

3. « Population de la minorité francophone ou anglophone » s’entend, relativement à la province où est situé un bureau d’une institution fédérale, de la population de l’une des langues officielles qui est minoritaire dans la province selon l’estimation faite par Statistique Canada conformément à la méthode I en fonction :

a) pour l’application des alinéas 5(1)a), b) et d) à r), du paragraphe 5(2) et de l’alinéa 7(4)a) :

(i) avant la publication des données du recensement de la population de 1991, des données du recensement de la population de 1986 fait en vertu de la *Loi sur la statistique*,

(ii) après la publication des données du recensement de la population de 1991, des données du plus récent recensement décennal de la population qui sont publiées;

[...]

Estimation des populations

4. (1) Pour l’application de la présente partie, le nombre de personnes représentant la population de la minorité francophone ou anglophone d’une province, d’une région métropolitaine de recensement, d’une subdivision de recensement ou d’une aire de service correspond au nombre estimatif déterminé par Statistique Canada selon la méthode I d’après le recensement visé à l’article 3.

[44] Dans le cas qui nous occupe — la partie IV de la Loi n’étant pas en cause — la preuve ne contient aucun règlement pris en vertu de la partie VII de la Loi (paragraphe 41(3)) qui consisterait à définir une méthodologie particulière par rapport au recensement et aucun règlement de cet acabit n’a été porté à l’attention de la Cour.

[45] This Court therefore finds that the Governor in Council, by adopting the August 12, 2010 Order in Council under the *Statistics Act*, did not go beyond the boundary of the enabling statute and did not violate section 41 of the Act. In these circumstances, there are no grounds for this Court to intervene.

[46] In view of the negative response to the first issue, the second issue does not arise and the Court is therefore not required to rule on it.

[47] For all these reasons, the Court dismisses this application for judicial review.

[45] Cette Cour conclut donc que le gouverneur en conseil, en adoptant le décret du 12 août 2010 en vertu de la *Loi sur la statistique*, n'a pas excédé les limites de la loi habilitante et n'a pas violé l'article 41 de la Loi. Dans les circonstances, il n'existe aucun motif d'intervention pour cette Cour.

[46] Compte tenu de la réponse négative à la première question en litige, la deuxième question en litige ne se pose pas et la Cour n'a donc pas à se prononcer.

[47] Pour toutes ces raisons, la Cour rejette cette demande de contrôle judiciaire.

JUDGMENT

THE COURT ORDERS AND ADJUGES that this application for judicial review be dismissed.

ANNEX

Official Languages Act, R.S.C., 1985 (4th Supp.), c. 31 [ss. 42 (as am. by S.C. 1995, c. 11, s. 27), 43 (as am. *idem*), 76 (as am. by S.C. 2002, c. 8, s. 183), 77 (as am. by S.C. 2005, c. 41, s. 2)]

PART VII

ADVANCEMENT OF ENGLISH AND FRENCH

Government policy **41.** (1) The Government of Canada is committed to

(a) enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development; and

(b) fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

Duty of federal institutions

(2) Every federal institution has the duty to ensure that positive measures are taken for the implementation of the commitments under

JUGEMENT

LA COUR ORDONNE ET ADJUGE que la présente demande de contrôle judiciaire soit rejetée.

ANNEXE

Loi sur les langues officielles, L.R.C. (1985) (4^e suppl.), ch. 31 [art. 42 (mod. par L.C. 1995, ch. 11, art. 27), 43 (mod., *idem*, art. 28), 76 (mod. par L.C. 2002, ch. 8, art. 183), 77 (mod. par L.C. 2005, ch. 41, art. 2)]

PARTIE VII

PROMOTION DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS

Engagement **41.** (1) Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

(2) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que soient prises des mesures positives pour mettre en œuvre cet engagement. Il

Obligations des institutions fédérales

	subsection (1). For greater certainty, this implementation shall be carried out while respecting the jurisdiction and powers of the provinces.	demeure entendu que cette mise en œuvre se fait dans le respect des champs de compétence et des pouvoirs des provinces.	
Regulations	(3) The Governor in Council may make regulations in respect of federal institutions, other than the Senate, House of Commons, Library of Parliament, office of the Senate Ethics Officer or office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, prescribing the manner in which any duties of those institutions under this Part are to be carried out.	(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement visant les institutions fédérales autres que le Sénat, la Chambre des communes, la bibliothèque du Parlement, le bureau du conseiller sénatorial en éthique et le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, fixer les modalités d'exécution des obligations que la présente partie leur impose.	Règlements
Coordination	42. The Minister of Canadian Heritage, in consultation with other ministers of the Crown, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation by federal institutions of the commitments set out in section 41.	42. Le ministre du Patrimoine canadien, en consultation avec les autres ministres fédéraux, suscite et encourage la coordination de la mise en œuvre par les institutions fédérales de cet engagement.	Coordination
Specific mandate of Minister of Canadian Heritage	43. (1) The Minister of Canadian Heritage shall take such measures as that Minister considers appropriate to advance the equality of status and use of English and French in Canadian society and, without restricting the generality of the foregoing, may take measures to	43. (1) Le ministre du Patrimoine canadien prend les mesures qu'il estime indiquées pour favoriser la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne et, notamment, toute mesure :	Mise en œuvre
	(a) enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and support and assist their development;	a) de nature à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement;	
	(b) encourage and support the learning of English and French in Canada;	b) pour encourager et appuyer l'apprentissage du français et de l'anglais;	
	(c) foster an acceptance and appreciation of both English and French by members of the public;	c) pour encourager le public à mieux accepter et apprécier le français et l'anglais;	
	(d) encourage and assist provincial governments to support the development of English and French linguistic minority communities generally and, in particular, to offer provincial and municipal services in both English and French and to provide opportunities for members of English or French linguistic minority communities to be educated in their own language;	d) pour encourager et aider les gouvernements provinciaux à favoriser le développement des minorités francophones et anglophones, et notamment à leur offrir des services provinciaux et municipaux en français et en anglais et à leur permettre de recevoir leur instruction dans leur propre langue;	
	(e) encourage and assist provincial governments to provide opportunities for everyone in Canada to learn both English and French;	e) pour encourager et aider ces gouvernements à donner à tous la possibilité d'apprendre le français et l'anglais;	

(f) encourage and cooperate with the business community, labour organizations, voluntary organizations and other organizations or institutions to provide services in both English and French and to foster the recognition and use of those languages;

(g) encourage and assist organizations and institutions to project the bilingual character of Canada in their activities in Canada or elsewhere; and

(h) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements or arrangements that recognize and advance the bilingual character of Canada with the governments of foreign states.

Public consultation

(2) The Minister of Canadian Heritage shall take such measures as that Minister considers appropriate to ensure public consultation in the development of policies and review of programs relating to the advancement and the equality of status and use of English and French in Canadian society.

...

PART X

COURT REMEDY

Definition of "Court"

76. In this Part, "Court" means the Federal Court.

Application for remedy

77. (1) Any person who has made a complaint to the Commissioner in respect of a right or duty under sections 4 to 7, sections 10 to 13 or Part IV, V or VII, or in respect of section 91, may apply to the Court for a remedy under this Part.

Statistics Act, R.S.C., 1985, c. S-19

STATISTICS CANADA

Statistics bureau

3. There shall continue to be a statistics bureau under the Minister, to be known as Statistics Canada, the duties of which are

(a) to collect, compile, analyse, abstract and publish statistical information relating to the

f) pour encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, les organismes bénévoles et autres à fournir leurs services en français et en anglais et à favoriser la reconnaissance et l'usage de ces deux langues, et pour collaborer avec eux à ces fins;

g) pour encourager et aider les organisations, associations ou autres organismes à refléter et promouvoir, au Canada et à l'étranger, le caractère bilingue du Canada;

h) sous réserve de l'aval du gouverneur en conseil, pour conclure avec des gouvernements étrangers des accords ou arrangements reconnaissant et renforçant l'identité bilingue du Canada.

(2) Il prend les mesures qu'il juge aptes à assurer la consultation publique sur l'élaboration des principes d'application et la révision des programmes favorisant la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

[...]

PARTIE X

RECOURS JUDICIAIRE

Consultation

Définition de « tribunal »

Recours

76. Le tribunal visé à la présente partie est la Cour fédérale.

77. (1) Quiconque a saisi le commissaire d'une plainte visant une obligation ou un droit prévus aux articles 4 à 7 et 10 à 13 ou aux parties IV, V, ou VII, ou fondée sur l'article 91, peut former un recours devant le tribunal sous le régime de la présente partie.

Loi sur la statistique, L.R.C. (1985), ch. S-19

STATISTIQUE CANADA

Bureau de la statistique

3. Est maintenu, sous l'autorité du ministre, un bureau de la statistique appelé Statistique Canada, dont les fonctions sont les suivantes :

a) recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques sur les

	commercial, industrial, financial, social, economic and general activities and condition of the people;	activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci;	
	(b) to collaborate with departments of government in the collection, compilation and publication of statistical information, including statistics derived from the activities of those departments;	b) collaborer avec les ministères à la collecte, à la compilation et à la publication de renseignements statistiques, y compris les statistiques qui découlent des activités de ces ministères;	
	(c) to take the census of population of Canada and the census of agriculture of Canada as provided in this Act;	c) recenser la population du Canada et faire le recensement agricole du Canada de la manière prévue à la présente loi;	
	...	[...]	
Rules and instructions	7. The Minister may, by order, prescribe such rules, instructions, schedules and forms as the Minister deems requisite for conducting the work and business of Statistics Canada, the collecting, compiling and publishing of statistics and other information and the taking of any census authorized by this Act.	7. Le ministre peut, par arrêté, prescrire les règles, instructions, questionnaires et formules qu'il juge nécessaires pour les travaux et opérations de Statistique Canada, pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques et autres renseignements et pour tout recensement autorisé par la présente loi.	Règles et instructions
Voluntary surveys	8. The Minister may, by order, authorize the obtaining, for a particular purpose, of information, other than information for a census of population or agriculture, on a voluntary basis, but where such information is requested section 31 does not apply in respect of a refusal or neglect to furnish the information.	8. Le ministre peut, par arrêté, autoriser l'obtention, à des fins particulières autres que le recensement de la population ou le recensement agricole, de renseignements à titre volontaire, mais l'article 31 ne s'applique pas en cas de refus ou de négligence de fournir les renseignements ainsi demandés.	Enquête volontaire
	...	[...]	
	POPULATION CENSUS AND AGRICULTURE CENSUS	RECENSEMENT DE LA POPULATION ET RECENSEMENT AGRICOLE	
Population census	19. (1) A census of population of Canada shall be taken by Statistics Canada in the month of June in the year 1971, and every fifth year thereafter in a month to be fixed by the Governor in Council.	19. (1) Le recensement de la population du Canada est fait par Statistique Canada à tous les cinq ans, à compter de juin 1971, dans le mois qui est fixé par le gouverneur en conseil.	Recensement de la population
Counts of electoral divisions	(2) The census of population shall be taken in such a manner as to ensure that counts of the population are provided for each federal electoral district of Canada, as constituted at the time of each census of population.	(2) Le recensement de la population est fait de façon à veiller à ce que le dénombrement de la population soit établi pour chaque circonscription électorale fédérale du Canada, telle qu'elle est constituée lors du recensement.	Dénombrement par division électorale
Decennial census	(3) A reference in any Act of Parliament, in any order, rule or regulation or in any contract or	(3) Lorsque, dans une loi fédérale ou dans une ordonnance, un décret, un arrêté, une règle,	Recensement décennal

other document made thereunder to a decennial census of population shall, unless the context otherwise requires, be construed to refer to the census of population taken by Statistics Canada in the year 1971 or in any tenth year thereafter.

un règlement ou dans un contrat ou autre document qui en découle, il est fait mention d'un recensement décennal de la population, cette mention doit, sauf si le contexte s'y oppose, être interprétée comme désignant le recensement de la population fait par Statistique Canada en 1971 ou dans la dernière année de l'une des décennies subséquentes.

...

[...]

Census questions

21. (1) The Governor in Council shall, by order, prescribe the questions to be asked in any census taken by Statistics Canada under section 19 or 20.

21. (1) Le gouverneur en conseil prescrit, par décret, les questions à poser lors d'un recensement fait en vertu des articles 19 ou 20.

Questions posées

Publication

(2) Every order made under subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* not later than thirty days after it is made.

(2) Chaque décret pris en vertu du paragraphe (1) est publié dans la *Gazette du Canada* au plus tard trente jours après qu'il a été pris.

Publication

GENERAL STATISTICS

STATISTIQUE GÉNÉRALE

General statistics

22. Without limiting the duties of Statistics Canada under section 3 or affecting any of its powers or duties in respect of any specific statistics that may otherwise be authorized or required under this Act, the Chief Statistician shall, under the direction of the Minister, collect, compile, analyse, abstract and publish statistics in relation to all or any of the following matters in Canada:

22. Sans pour autant restreindre les fonctions attribuées à Statistique Canada par l'article 3 ni porter atteinte à ses pouvoirs ou fonctions concernant des statistiques déterminées qui peuvent être par ailleurs autorisées ou exigées en vertu de la présente loi, le statisticien en chef doit, sous la direction du ministre, recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier, en ce qui concerne le Canada, des statistiques sur tout ou partie des sujets suivants :

Statistique générale

- (a) population;
- (b) agriculture;
- (c) health and welfare;
- (d) law enforcement, the administration of justice and corrections;
- (e) government and business finance;
- (f) immigration and emigration;
- (g) education;
- (h) labour and employment;
- (i) commerce with other countries;
- (j) prices and the cost of living;

- a) population;
- b) agriculture;
- c) santé et protection sociale;
- d) application des lois, administration de la justice et services correctionnels;
- e) finances publiques, industrielles et commerciales;
- f) immigration et émigration;
- g) éducation;
- h) travail et emploi;
- i) commerce extérieur;
- j) prix et coût de la vie;

(k) forestry, fishing and trapping;	k) forêts, pêches et piégeage;
(l) mines, quarries and wells;	l) mines, carrières et puits;
(m) manufacturing;	m) fabrication;
(n) construction;	n) construction;
(o) transportation, storage and communication;	o) transport, entreposage et communications;
(p) electric power, gas and water utilities;	p) services d'électricité, de gaz et d'eau;
(q) wholesale and retail trade;	q) commerce de gros et de détail;
(r) finance, insurance and real estate;	r) finance, assurance et immeuble;
(s) public administration;	s) administration publique;
(t) community, business and personal services; and	t) services communautaires, commerciaux, industriels et personnels;
(u) any other matters prescribed by the Minister or by the Governor in Council.	u) tous autres sujets prescrits par le ministre ou par le gouverneur en conseil.

Official Languages (Communications with and Services to the Public) Regulations, SOR/92-48

INTERPRETATION

2. In these Regulations,

“Act” means the *Official Languages Act*;

...

“Method I” means the method of estimating first official language spoken that is described as Method I in *Population Estimates by First Official Language Spoken*, published by Statistics Canada in September 1989, which method gives consideration, firstly, to knowledge of the official languages, secondly, to mother tongue, and thirdly, to language spoken in the home, with any cases in which the available information is not sufficient for Statistics Canada to decide between English and French as the first official language spoken being distributed equally between English and French;

...

PART I

Règlement sur les langues officielles — communications avec le public et prestation des Services, DORS/92-48

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« Loi » La *Loi sur les langues officielles*.

[...]

« méthode I » Méthode d'estimation de la première langue officielle parlée qui est décrite comme la méthode I dans la publication de Statistique Canada intitulée *Estimation de la population selon la première langue officielle parlée*, en date de septembre 1989, qui tient compte, premièrement, de la connaissance des langues officielles, deuxièmement, de la langue maternelle et, troisièmement, de la langue parlée à la maison et qui comprend la répartition en parts égales entre le français et l'anglais des cas où les renseignements disponibles ne permettent pas à Statistique Canada de déterminer si la première langue officielle parlée est le français ou l'anglais.

[...]

PARTIE I

SIGNIFICANT DEMAND

Definition of English or French Linguistic Minority Population

3. “English or French linguistic minority population” means that portion of the population in a province in which an office or facility of a federal institution is located that is the numerically lower official language population in the province, as determined by Statistics Canada under Method I on the basis of

(a) for the purposes of paragraphs 5(1)(a), (b) and (d) to (r), subsection 5(2) and paragraph 7(4)(a),

(i) before the results of the 1991 census of population are published, the 1986 census of population taken pursuant to the *Statistics Act*, and

(ii) after the results of the 1991 census of population are published, the most recent decennial census of population for which results are published; and

...

Calculation of Population Numbers

4. (1) For the purposes of this Part, the number of persons of the English or French linguistic minority population in a province, CMA, CSD or service area is equal to the estimated number of persons of that population in that province, CMA, CSD or service area as determined by Statistics Canada under Method I on the basis of the census referred to in section 3.

DEMANDE IMPORTANTE

Population de la minorité francophone ou anglophone

3. « Population de la minorité francophone ou anglophone » s’entend, relativement à la province où est situé un bureau d’une institution fédérale, de la population de l’une des langues officielles qui est minoritaire dans la province selon l’estimation faite par Statistique Canada conformément à la méthode I en fonction :

a) pour l’application des alinéas 5(1)a), b) et d) à r), du paragraphe 5(2) et de l’alinéa 7(4)a) :

(i) avant la publication des données du recensement de la population de 1991, des données du recensement de la population de 1986 fait en vertu de la *Loi sur la statistique*,

(ii) après la publication des données du recensement de la population de 1991, des données du plus récent recensement décennal de la population qui sont publiées;

[...]

Estimation des populations

4. (1) Pour l’application de la présente partie, le nombre de personnes représentant la population de la minorité francophone ou anglophone d’une province, d’une région métropolitaine de recensement, d’une subdivision de recensement ou d’une aire de service correspond au nombre estimatif déterminé par Statistique Canada selon la méthode I d’après le recensement visé à l’article 3.